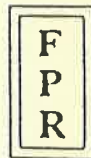




FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS RWANDESE PATRIOTIC FRONT



COMMUNIQUE DE PRESSE

COMMANDO DE LA MORT ET MASSACRES DE CIVILS AU RWANDA

Contraint au multipartisme par l'émergence d'une opposition armée, aujourd'hui le Président rwandais Juvénal Habyarimana s'emploie à fausser le jeu démocratique. Le 12 octobre 1991, Juvénal Habyarimana a créé un poste de Premier Ministre et appelé les partis d'opposition à entrer dans un gouvernement d'union nationale. Avec cet appel, le Président du Rwanda visait un double objectif : éviter la conférence nationale réclamée par toute l'opposition, et se forger une image de démocrate à la veille du sommet franco-africain, qui s'ouvre à Paris le 19 novembre 1991. Des partis d'opposition ont rejeté cet appel comme une manœuvre anti-constitutionnelle, manœuvre qui par ailleurs ne règle pas la crise politique majeure à laquelle le pays est confronté : la guerre entre l'armée gouvernementale et les forces de l'opposition armée, le Front Patriotique Rwandais (FPR).

La riposte du régime ne s'est pas fait attendre : assassinats, arrestations et intimidations des membres de l'opposition se multiplient.

- Le 25 octobre 1991, David Gatera, membre du bureau exécutif du Parti Libéral a été assassiné à son domicile.
- Huit membres de l'opposition sont portés disparus après leur arrestation, onze autres sont encore incarcérés à Nyamata au Sud-Est de la Capitale.
- Dix opposants relâchés récemment ont été gravement torturés en prison et en portent encore des séquelles.
- Le théâtre de ces événements est la commune Kanzenze, sous la haute supervision de Messieurs Rwambuka Fidèle, bourgmestre de cette commune et Sekagina, sous-préfet de Kanazi.
- Les journalistes ne sont pas épargnés. La lettre de menace de mort (copie jointe) adressée à Mr Kameya, rédacteur en chef d'un journal indépendant "Rwanda Rusky" émane du Ministère de la Défense dont le ministre titulaire n'est autre que le Président J. Habyarimana !
- D'autre part, les populations civiles accusées de sympathiser avec l'opposition armée sont arrêtées et exécutées sans autre forme de procès. L'été dernier, les médias occidentaux, notamment le Journal "Le Monde" et "Radio France Internationale" s'étaient fait l'écho de massacre des derniers nomades du Rwanda (les Bagogwe).
- Le commando militaire chargé de l'arrestation et de l'élimination des opposants serait dirigé par le Capitaine Pascal Simbikangwa et supervisé par deux proches parents du Président Habyarimana, le Colonel Sagatwa et Monsieur Zigiranyirazo.
- Lors du 16^e sommet franco-africain de la Baule, Le Président du Rwanda avait été le Seul Chef d'Etat à rejeter publiquement l'appel de François Mitterrand pour une ouverture démocratique en Afrique. Son attitude ne semble pas avoir avoué depuis. Il ne reconnaît l'opposition que dans la mesure où elle n'exerce pas ses droits !

Paris, le 4 novembre 1991

Dr. Jacques Bihozagara
Chargé de la Diplomatie en Europe

Tél: 19/322 / 3745892